

# Rapport annuel de la Cour des comptes européenne relatif à 2024 – Glossaire

Terme	Explication
ABAC	Système électronique que la Commission utilise pour gérer ses opérations budgétaires et comptables.
Absorption	Réception de fonds de l'UE par un État membre, lorsque les conditions du paiement sont réunies.
Accord de Cotonou	Accord conclu entre l'UE, ses États membres, et les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) en vue de favoriser le développement économique, social et culturel des États ACP, de contribuer à la paix et à la sécurité et de promouvoir un environnement politique stable et démocratique.
Accord de partenariat	Accord conclu entre la Commission et un État membre ou un/des pays tiers dans le cadre d'un programme de dépenses de l'UE et établissant, par exemple, des plans stratégiques, des priorités d'investissement, ou encore les modalités régissant les échanges commerciaux ou l'octroi d'une aide au développement.
Accord-cadre financier et administratif (ACFA)	Accord régissant la coopération entre la Commission et les Nations unies concernant les objectifs du millénaire pour le développement.
Acquis	Ensemble du corpus juridique de l'UE, comprenant la législation, les décisions de justice et d'autres actes juridiques.
Action de cohésion pour les réfugiés en Europe (CARE)	Mécanisme permettant de réaffecter rapidement des fonds afin que les États membres et les régions puissent fournir une aide d'urgence aux personnes fuyant la guerre en Ukraine.

Terme	Explication
Action de l'Union	Dans le cadre du Fonds «Asile, migration et intégration», projet impliquant plusieurs États membres ou revêtant un intérêt particulier pour l'UE.
Action extérieure	Activité de l'UE visant à fournir une assistance à des pays tiers et à tisser, notamment au travers d'accords multilatéraux, des relations avec eux ainsi qu'avec des organisations régionales ou mondiales.
Additionnalité	Principe en vertu duquel les financements de l'UE ne se substituent pas aux dépenses publiques des États membres, mais doivent plutôt les compléter.
Agence de l'Union européenne pour l'asile (AUEA)	Organe de l'UE dont la mission est de garantir que les États membres appliquent correctement le droit de l'Union en matière d'asile.
Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol)	Organe de l'UE aidant les États membres à prévenir le terrorisme, la cybercriminalité et d'autres formes de criminalité organisée, et à enquêter dans ces domaines.
Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs (CEPOL)	Organe de l'UE qui élabore, met en œuvre et coordonne la formation des agents des forces de l'ordre.
Agence décentralisée	Organisme de l'UE indépendant, établi pour une période indéterminée et chargé, en qualité de centre d'expertise, d'effectuer des travaux qui contribuent au développement et à la mise en œuvre d'une politique de l'Union.
Agence exécutive	Organisme institué et géré par la Commission pour une période limitée, afin d'exécuter, pour le compte et sous la responsabilité de celle-ci, des missions spécifiques en lien avec des programmes ou des projets de l'UE.

Terme	Explication
Agence exécutive du Conseil européen de la recherche (ERCEA)	Organe de l'UE chargé de gérer le Conseil européen de la recherche, le principal organisme de financement de la recherche de l'UE.
Agence exécutive européenne pour la santé et le numérique (HADEA)	Agence exécutive qui gère divers projets et programmes de l'UE dans les domaines de la santé et de la transition numérique.
Agence exécutive européenne pour le climat, les infrastructures et l'environnement (CINEA)	Agence exécutive qui gère divers projets et programmes de l'UE dans les domaines du climat, des infrastructures et de l'environnement.
Aide couplée (au revenu)	Païement direct annuel par animal ou par hectare de terre admissibles, effectué en faveur des agriculteurs dans des secteurs spécifiques pour pallier les difficultés liées aux efforts consentis pour renforcer la compétitivité, la durabilité ou la qualité.
Aide d'État	Soutien direct ou indirect fourni par les pouvoirs publics à une entreprise ou à une organisation, qui lui confère un avantage par rapport à ses concurrents.
Aide de base au revenu pour un développement durable	Païement direct découplé de la production effectué annuellement en faveur des agriculteurs, par hectare de terre admissible. Remplace le régime de paiement de base depuis 2023.
Aide directe/Païement direct	Aide, le plus souvent à la surface, versée directement à des agriculteurs au titre du Fonds européen agricole de garantie.
Aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable (CRISS)	Païement direct supplémentaire, pour les premiers hectares admissibles déclarés, effectué en faveur des agriculteurs ayant droit à une aide de base au revenu pour un développement durable, dans le but de redistribuer l'aide au revenu des grandes exploitations vers celles de petite ou moyenne taille.

Terme	Explication
Aides d'État <i>de minimis</i>	Plafond en deçà duquel les aides d'État ne requièrent pas l'approbation de la Commission.
Amélioration de la réglementation	Concept guidant le processus d'élaboration des politiques et de la législation de l'UE, fondé sur le principe selon lequel la réglementation devrait atteindre ses objectifs au moindre coût et être conçue d'une manière transparente et étayée par des éléments probants, avec la participation des citoyens et des parties prenantes.
Analyse d'impact	Analyse des effets probables ( <i>ex ante</i> ) ou réels ( <i>ex post</i> ) d'une initiative stratégique ou d'un autre type d'action.
Annualité	Principe budgétaire selon lequel les crédits inscrits au budget de l'UE doivent être perçus et dépensés au cours de l'exercice financier pour lequel le budget a été adopté.
Apiculture	Science et pratique de l'élevage des abeilles.
Approche notionnelle	Approche utilisée par la Commission pour des projets financés par plusieurs bailleurs, dans le cadre de laquelle les contributions de l'UE sont mises en commun avec les fonds d'autres bailleurs et ne sont pas affectées à des postes de dépenses spécifiques. Les exigences de l'UE en matière d'éligibilité des coûts sont considérées comme remplies pour autant que les contributions de tous les autres donateurs sont suffisantes pour couvrir toutes les dépenses jugées non admissibles en vertu des règles européennes.
Appui budgétaire	Aide de l'UE versée directement sur le compte du Trésor public d'un pays partenaire, sous réserve que celui-ci respecte certaines conditions.

Terme	Explication
Apurement (d'un préfinancement)	Processus par lequel la Commission accepte des dépenses préfinancées et détermine le montant des fonds restant à verser au bénéficiaire.
Apurement de conformité	Processus par lequel la Commission vérifie si un État membre a correctement utilisé les fonds à sa disposition et si ses systèmes de gestion et de contrôle ont fonctionné efficacement.
Apurement des comptes	Processus annuel par lequel la Commission accepte, à l'issue de contrôles, les montants dont les organismes et partenaires chargés de l'exécution des dépenses demandent le paiement.
Asile	Protection accordée par un État à des personnes originaires d'un autre pays qui fuient la persécution ou un danger grave.
Assiette de la TVA/Assiette TVA	Valeur totale des biens et des services auxquels la TVA s'applique.
Assistance conjointe à la préparation de projets dans les régions européennes (Jaspers)	Partenariat d'assistance technique conclu entre la Commission européenne, la Banque européenne d'investissement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, dans le cadre duquel des conseils indépendants sont fournis aux pays bénéficiaires afin de les aider à élaborer des projets dont le cofinancement par l'UE sera envisagé.
Assistance flexible aux territoires (FAST-CARE)	Extension de l'aide déjà fournie dans le cadre de l' <a href="#">action de cohésion pour les réfugiés en Europe (CARE)</a> , qui offre un soutien et une flexibilité supplémentaires en matière de financement au titre de la <a href="#">politique de cohésion</a> .
Assistance macrofinancière (AMF)	Forme d'aide financière que l'UE fournit à des pays partenaires confrontés à des difficultés d'ordre budgétaire ou concernant leur balance des paiements.

Terme	Explication
Assistance technique	Soutien financier visant à aider les parties prenantes à mettre en œuvre des programmes et des projets financés par l'UE.
Attestation	Approche consistant à fournir, à l'issue de travaux d'audit, une assurance sur des informations financières, d'autres données ou des assertions spécifiques présentées par l'entité auditée.
Audit de conformité	Audit visant à déterminer, moyennant l'obtention d'éléments probants, si une activité respecte la réglementation applicable ainsi que les termes des contrats et des conventions éventuellement conclus.
Audit unique	Modèle de contrôle fondé sur l'idée que, à des fins d'efficience, chaque niveau de contrôle devrait reposer sur les travaux réalisés par le niveau précédent, pour autant que ceux-ci soient fiables et précis.
Autorité bancaire européenne (ABE)	Agence de l'UE chargée d'élaborer des règles harmonisées pour les institutions financières, de promouvoir la convergence des pratiques de surveillance, ainsi que de suivre l'évolution de l'innovation financière et de la transition vers une finance durable et de donner des conseils en la matière.
Autorité budgétaire	Le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne, lorsqu'ils exercent leur pouvoir de décision sur les questions budgétaires européennes.
Autorité d'audit (AA)	Entité nationale indépendante responsable de l'audit des systèmes et des opérations relevant d'un programme de dépenses de l'UE.

Terme	Explication
Autorité de certification	Organisme chargé par un État membre de certifier l'exactitude et la conformité des déclarations de dépenses et des demandes de paiement.
Autorité de gestion (AG)	Autorité (publique ou privée) nationale, régionale ou locale désignée par un État membre pour gérer un programme financé par l'UE.
Autorité douanière de l'UE	Agence décentralisée dont la création a été proposée et qui sera notamment chargée de coordonner, au niveau de l'UE, l'évaluation des risques relatifs aux marchandises entrant sur le marché unique.
Autorités responsables des programmes	Terme collectif désignant les autorités de gestion, de certification et d'audit, dans le cas des dépenses de cohésion.
Axe prioritaire	Objectif clé d'un programme opérationnel, consistant en une ou plusieurs priorités d'investissement.
Banque ou institution nationale de développement	Institution financière créée par les pouvoirs publics afin de financer le développement économique.
Base de données Arachne	Outil d'exploration de données mis au point par la Commission afin de soutenir les autorités compétentes dans l'administration et la gestion des Fonds de la politique de cohésion.
Bénéficiaire	Personne physique ou morale qui reçoit une subvention ou un prêt financés sur le budget de l'UE pour mettre en œuvre un projet ou un programme.
Bénéficiaire/Bénéficiaire final	Personne physique ou morale qui bénéficie, in fine, d'une activité financée par l'Union entreprise ou réalisée par un bénéficiaire d'une aide de l'UE.
Bon état écologique	Niveau élevé de santé, de biodiversité, de productivité et de durabilité à long terme dans les mers et les océans.

Terme	Explication
Bonne gestion financière	Gestion des ressources conforme aux principes d'économie, d'efficacité et d'efficacité.
Cadre commun de gestion des risques douaniers	Cadre mis en place pour la réalisation, par les États membres, des contrôles douaniers, fondé sur l'échange d'informations sur les risques et de résultats d'analyses des risques entre administrations douanières.
Cadre commun de suivi et d'évaluation (CCSE)	Règles et procédures pour l'évaluation de la performance de la politique agricole commune.
Cadre financier pluriannuel (CFP)	Programme de dépenses de l'UE établissant, généralement pour une période de sept ans, les priorités (sur la base des objectifs des politiques) ainsi que les plafonds de dépenses, pour sept grandes rubriques. Il représente la structure dans laquelle s'inscrivent les budgets annuels de l'UE et fixe une limite pour chaque catégorie de dépenses.
Capacité de correction	Mesure utilisée par la Commission pour estimer le niveau des futures corrections.
Centre national de coordination (CNC)	Organisme qui coordonne les activités entre les autorités de surveillance des frontières des États membres et qui sert de plateforme pour l'échange d'informations entre elles et avec Frontex.
Certificat relatif aux états financiers (CFS)	Document certifiant l'éligibilité des coûts déclarés par les bénéficiaires dans leurs demandes de paiement.
Chapitre de négociation	L'un des domaines qui composent l'acquis, considéré comme prioritaire dans le cadre des négociations d'adhésion avec les pays candidats.



Terme	Explication
Cible	Mesure quantitative des progrès réalisés par un État membre sur la voie d'une réforme ou d'un investissement dans le cadre de son plan pour la reprise et la résilience.
«Citoyens, égalité, droits et valeurs» (CERV)	Programme qui protège et promeut les droits et les valeurs des individus et qui encourage la participation démocratique, notamment en soutenant des organisations non gouvernementales.
Clôture	Liquidation financière d'un programme ou d'un Fonds de l'UE, par le paiement du solde dû à un État membre ou à un autre pays bénéficiaire ou par le recouvrement de fonds auprès de ceux-ci.
Code des douanes de l'Union	Principal document de la législation douanière de l'UE.
Coefficient de Gini	Mesure du degré d'inégalité au sein d'une population statistique, correspondant, par exemple, à la différence entre la répartition de la richesse ou des revenus d'un pays et une répartition parfaitement égale.
Comité de coordination pour les Fonds structurels et d'investissement européens	Comité de la Commission chargé d'examiner la mise en œuvre des règlements qui régissent les Fonds structurels et d'investissement européens.
Comité scientifique, technique et économique de la pêche (CSTEP)	Groupe d'experts désignés par la Commission pour contribuer à la mise en œuvre de la politique commune de la pêche.
Comptabilité d'exercice	Méthode comptable suivant laquelle les recettes et les dépenses sont constatées lorsqu'elles sont respectivement acquises ou exposées, plutôt qu'au moment où elles font l'objet d'une entrée ou d'une sortie de trésorerie.

Terme	Explication
Comptes consolidés	Document unique présentant les comptes agrégés de l'ensemble des institutions, organes et organismes de l'UE.
Conditionnalité	Mécanisme subordonnant les paiements effectués en faveur des agriculteurs au respect d'exigences en matière d'environnement, de sécurité alimentaire, de santé et de bien-être des animaux, ainsi que de gestion des terres.
Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM)	Organisme intergouvernemental spécialisé en science marine qui œuvre à faire progresser et à diffuser les connaissances scientifiques concernant l'état des mers et des océans et leur utilisation durable.
Consultation interservices	Procédure formelle au cours de laquelle un service de la Commission demande le conseil ou l'avis d'autres services au sujet d'une proposition.
Contrôles (douaniers) <i>a posteriori</i>	Contrôles douaniers effectués après l'octroi de la mainlevée des marchandises par les autorités douanières.
Contrôles de suivi	Utilisation de données satellitaires pour fournir des observations régulières de l'activité agricole et déceler des cas potentiels de non-respect des règles du régime de paiements directs par les agriculteurs.
Convention de contribution	Accord conclu entre la Commission et une autre organisation internationale pour l'exécution de fonds de l'UE en gestion indirecte.
Convention de délégation	Accord conclu entre la Commission et une personne physique ou une entité pour l'exécution de fonds de l'UE en gestion indirecte.

Terme	Explication
Convergence	Processus par lequel un État membre souhaitant adopter l'euro comme monnaie s'emploie à satisfaire à des critères économiques et réglementaires spécifiques.
Correction financière	Mesure visant à protéger le budget de l'UE contre les dépenses irrégulières ou frauduleuses et consistant à retirer ou à recouvrer des fonds afin de compenser des paiements indûment effectués en faveur de programmes ou de projets soutenus par l'Union européenne.
Correction financière nette	Correction financière qui oblige l'État membre à rembourser les dépenses irrégulières au budget de l'UE, de sorte que le montant correspondant est définitivement déduit des fonds de l'UE qui lui sont alloués.
Coût unitaire standard	Prix défini au préalable pour une quantité déterminée d'activités, d'intrants, de réalisations ou de résultats.
Coûts directs	Dépenses supportées par un bénéficiaire et liées expressément à un projet ou à une action de l'UE.
Coûts indirects	Dépenses, telles que des frais généraux ou d'autres coûts administratifs, supportées par un bénéficiaire mais qui ne sont pas directement liées à un projet ou à une action de l'UE.
Crédit	Montant inscrit au budget à des fins spécifiques. Le budget de l'UE comporte des crédits d'engagement et des crédits de paiement.
Crédit d'engagement	Plafond annuel des montants disponibles dans le budget de l'UE pour des dépenses spécifiques.
Crédit de paiement	Montant disponible pour effectuer un paiement une fois que les conditions correspondantes sont remplies.

Terme	Explication
Cycle de vérification du RNB	Vérification des sources et méthodes statistiques utilisées pour calculer le RNB sur une période donnée.
Décharge	Décision annuelle du Parlement européen par laquelle il approuve définitivement la manière dont la Commission a exécuté le budget.
Décision d'association outre-mer	Décision établissant un partenariat entre l'UE et ses pays et territoires d'outre-mer (PTOM) en vue de favoriser leur développement durable et de promouvoir les valeurs et les normes de l'Union.
Décision d'exécution du Conseil	Document par lequel, sur la base d'une évaluation de la Commission, le Conseil approuve le plan pour la reprise et la résilience d'un État membre.
Déclaration d'assurance	Déclaration émanant d'un directeur général de la Commission, figurant dans le rapport annuel d'activités qu'il établit et concernant l'exhaustivité et l'exactitude des comptes, la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes, le bon fonctionnement des systèmes de contrôle interne ainsi que le respect des principes de bonne gestion financière.
Déclaration d'assurance (DAS)	Déclaration publiée dans le rapport annuel de la Cour des comptes européenne, dans laquelle celle-ci formule son opinion d'audit sur la fiabilité des comptes de l'UE ainsi que sur la régularité des opérations sous-jacentes à ces derniers.
Déflateur	Outil statistique utilisé pour ajuster les prix historiques compte tenu de l'inflation de sorte à pouvoir comparer les prix au fil du temps.
Dégagement	Opération par laquelle la Commission annule totalement ou partiellement des crédits d'engagement inutilisés.

Terme	Explication
Demande d'aide géospatiale	Outil en ligne permettant de déposer des demandes d'aides agricoles liées à la surface.
Développement durable	Approche du développement tenant compte des impératifs à long terme, comme la durabilité des résultats, la préservation de l'environnement et des ressources naturelles, ou encore l'équité sociale et économique.
Devis-programme	Document établi par un pays partenaire et approuvé par la Commission européenne, qui décrit les activités de coopération ou de développement à mener, ainsi que les moyens financiers, humains et matériels nécessaires.
Dispositif de marge unique	Instrument spécial de l'UE qui permet d'intégrer dans le budget des crédits d'engagement et de paiement en utilisant les marges disponibles des années précédentes ou, en dernier recours, de l'exercice en cours ou de ceux à venir.
Document de travail des services de la Commission (SWD)	Document non contraignant de la Commission, établi à des fins d'examen au sein ou en dehors de l'institution.
Domaine prioritaire	Priorité de l'UE de second niveau en matière de développement rural.
Dossier [constitué] aux fins de l'assurance	Ensemble de documents soumis par un État membre à la Commission, portant sur les Fonds ESI et comprenant les comptes annuels, une synthèse, un rapport de contrôle, une déclaration de gestion et une opinion d'audit.
Droit au paiement	Droit transférable permettant à un agriculteur actif de bénéficier d'une aide de l'UE lorsqu'il est associé à une surface agricole admissible.
Échantillonnage statistique représentatif	Recours à des techniques statistiques pour sélectionner un échantillon qui présente les caractéristiques de la population dont il est extrait.

Terme	Explication
Économie	Mise à disposition des moyens en temps utile, dans les quantités et qualités appropriées et au meilleur prix.
Éco-régime	Régime de paiements directs, prévu dans les propositions concernant la politique agricole commune pour la période postérieure à 2020, permettant d'allouer des fonds aux agriculteurs qui s'engagent à utiliser des pratiques agricoles respectueuses du climat et de l'environnement.
Effet d'attraction	Effet économique par lequel une hausse des dépenses publiques provoque une augmentation des investissements privés et de la croissance.
Effet d'éviction	Effet économique par lequel une hausse des dépenses publiques provoque une baisse des investissements privés.
Effet multiplicateur	Situation dans laquelle la variation d'un intrant particulier (les investissements ou les garanties de l'UE, par exemple) entraîne une variation plus importante au niveau d'une réalisation (l'investissement total, par exemple).
Efficacité	Mesure dans laquelle les objectifs poursuivis sont atteints au moyen des activités entreprises.
Efficience	Meilleur rapport entre les moyens mis en œuvre, les activités entreprises et la réalisation des objectifs.
eGrants	Plateforme en ligne utilisée par la Commission pour gérer les subventions de recherche de l'UE durant tout leur cycle de vie.
Engagement	Dans le budget, montant affecté au financement d'une dépense spécifique, telle qu'un contrat ou une convention de subvention. Un engagement suppose l'existence d'un crédit d'engagement.

Terme	Explication
Engagement agroenvironnemental et climatique	Pratique facultative qui va au delà des exigences habituelles en matière d'environnement et pour laquelle les agriculteurs peuvent prétendre à un paiement imputé sur le budget de l'UE.
Engagements restant à liquider	Somme des engagements qui ont été effectués mais n'ont pas encore donné lieu à des paiements.
Entreprise commune	Organisme de l'UE institué avec des partenaires publics et/ou privés pour mener un projet ou une activité dans le domaine de la recherche ou de la technologie.
Équipement de protection individuelle (EPI)	Dispositifs (tels que des masques, gants et équipements de protection des yeux) conçus pour protéger la personne qui les porte contre des risques pour sa santé ou sa sécurité.
Erasmus+	Programme de l'Union européenne destiné à soutenir l'éducation, la formation, la jeunesse et les sports en Europe, pour l'essentiel en offrant à des étudiants universitaires la possibilité d'étudier et d'acquérir de l'expérience à l'étranger.
Erreur	Résultat d'un calcul incorrect ou d'une irrégularité découlant du non-respect des obligations légales et contractuelles.
Erreur quantifiable	Dans les informations relatives aux résultats des tests sur les opérations, catégorie utilisée par la Cour des comptes européenne lorsqu'il est possible de déterminer sur quelle part du montant d'une opération porte une erreur.

Terme	Explication
«Europe créative»	Programme de l'UE destiné à soutenir les secteurs de la culture et de la création.
EU-13	Les 13 pays qui ont adhéré à l'Union européenne depuis 2004, à savoir: la Bulgarie, la Tchéquie, l'Estonie, la Croatie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovénie et la Slovaquie.
eu-LISA	Agence de l'UE responsable de la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle concernant les visas et les voyages dans l'UE.
Évaluation <i>ex post</i>	Appréciation indépendante de l'efficacité, de l'efficience, de la cohérence, de la pertinence et de la valeur ajoutée européenne d'un projet ou d'un programme achevé.
Évaluation sur la base des piliers	Évaluation, par la Commission, des règles et procédures appliquées dans le cadre de la gestion indirecte pour faire en sorte que les intérêts financiers de l'UE bénéficient du même niveau de protection que dans le cadre de la gestion directe.
Facilité pour la reprise et la résilience (FRR)	Mécanisme de soutien financier de l'UE visant à atténuer les conséquences socio-économiques de la pandémie de COVID-19 et à stimuler la reprise, tout en répondant aux défis d'un avenir plus écologique et plus numérique.
Fiche de programme	Justification des crédits opérationnels demandés par la Commission pour chaque programme de dépenses dans le projet de budget annuel, sur la base de l'exécution des années précédentes mesurée au moyen d'indicateurs.



Terme	Explication
Fiches de performance des programmes (FPP)	Annexe au rapport annuel sur la gestion et la performance donnant une vue d'ensemble de la mise en œuvre et de la performance de tous les programmes de dépenses de l'UE.
Fonction sensible	Emploi ou poste caractérisé par un degré élevé d'autonomie ou de pouvoir, dont le titulaire pourrait abuser pour servir ses intérêts personnels (financiers ou autres).
Fonds «Asile, migration et intégration» (FAMI)	Fonds de l'UE visant à contribuer à l'élaboration d'une politique commune des États membres en matière d'asile et de migration, y compris des mesures d'amélioration de la gestion des migrations.
Fonds commun de provisionnement (FCP)	Fonds couvrant les passifs éventuels découlant d'instruments financiers, de garanties budgétaires ou de l'assistance financière.
Fonds de cohésion (FC)	Fonds de l'UE destiné à réduire les disparités économiques et sociales au sein de l'Union en finançant des investissements dans les domaines de l'environnement et des transports, dans les États membres dont le revenu national brut par habitant est inférieur à 90 % de la moyenne de l'UE.
Fonds de solidarité de l'Union européenne	Instrument qui permet d'aider les États membres de l'UE et les pays en voie d'adhésion à faire face aux catastrophes naturelles et aux urgences de santé publique.
Fonds européen agricole de garantie (FEAGA)	Fonds de l'UE destiné à financer les paiements directs aux agriculteurs et les mesures régulant ou soutenant les marchés agricoles.

Terme	Explication
Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader)	Fonds de l'UE destiné à financer la contribution de l'Union aux programmes de développement rural.
Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD)	Fonds de l'UE destiné à soutenir les actions des États membres visant à apporter une aide alimentaire et une assistance matérielle de base aux personnes les plus démunies de la société.
Fonds européen d'ajustement à la mondialisation en faveur des travailleurs licenciés (FEM)	Fonds établi pour apporter un soutien aux travailleurs licenciés et aux travailleurs indépendants en cessation d'activité en conséquence de modifications à long terme de la structure du commerce mondial.
Fonds européen d'investissement (FEI)	Mécanisme spécialisé dans les financements à risque en faveur des petites et moyennes entreprises en Europe. Il fait partie du groupe BEI.
Fonds européen de développement (FED)	Fonds de l'UE qui était géré par la Commission en dehors du cadre du budget général de l'UE et qui permettait d'apporter une aide au développement aux États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi qu'aux pays et territoires d'outre-mer associés à l'UE par l'intermédiaire des États membres.
Fonds européen de développement régional (FEDER)	Fonds de l'UE destiné à renforcer la cohésion économique et sociale au sein de l'Union en finançant des investissements visant à réduire les déséquilibres entre les régions.
Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP)	Fonds de l'UE destiné à aider les pêcheurs dans leur transition vers une pêche durable et les communautés côtières dans la diversification de leurs économies.

Terme	Explication
Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSl)	Mécanisme de soutien lancé par la BEI et la Commission, dans le cadre du plan d'investissement pour l'Europe, afin d'encourager les investissements privés dans des projets ayant une importance stratégique pour l'UE.
Fonds fiduciaire Bêkou	Fonds fiduciaire de l'UE destiné à soutenir la stabilisation et la reconstruction de la République centrafricaine.
Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE en faveur de l'Afrique	Fonds fiduciaire visant à soutenir la stabilité dans la région du Sahel (y compris le bassin du lac Tchad), dans la Corne de l'Afrique et en Afrique du Nord, et à contribuer à une meilleure gestion des migrations en s'attaquant à leurs causes profondes.
Fonds fiduciaire de l'UE	Fonds administré par l'UE qui rassemble des liquidités provenant de différentes sources pour financer la réponse internationale à une urgence ou à une crise en cours, généralement dans les pays en développement.
Fonds pour la gestion intégrée des frontières (FGIF)	Fonds de l'UE fournissant un soutien financier pour la gestion des frontières ainsi que, entre autres, pour l'achat, la maintenance et la mise à niveau d'équipements de contrôle douanier.
Fonds pour la sécurité intérieure (FSI)	Fonds de l'UE destiné à soutenir la coopération policière et les actions de prévention et de répression de la criminalité.
Fonds pour une transition juste (FTJ)	Fonds de l'UE destiné à aider les communautés et les régions les plus pénalisées financièrement par le passage à une économie neutre pour le climat.

Terme	Explication
Fonds social européen (FSE)	Fonds de l'UE destiné à créer des possibilités de formation et des perspectives d'emploi ainsi qu'à améliorer la situation des personnes exposées au risque de pauvreté. Il a été remplacé par le Fonds social européen plus.
Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI)	Les cinq principaux Fonds de l'UE destinés à soutenir conjointement le développement économique dans l'ensemble de l'Union au cours de la période 2014-2020: le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen, le Fonds de cohésion, le Fonds européen agricole pour le développement rural et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche.
Fraude	Utilisation intentionnelle et illégale de la tromperie en vue d'obtenir un avantage matériel en privant une autre partie d'un ou de plusieurs biens ou de sommes d'argent.
Frontex	Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes.
Frontière extérieure	Frontière (y compris aéroports et ports maritimes, lacustres ou fluviaux) entre un État membre de l'UE et un pays tiers.
Galileo	Système mondial de radionavigation par satellite de l'UE.
Garantie budgétaire	Engagement à recourir au budget de l'UE pour compenser toute perte subie si un bénéficiaire manque à ses obligations liées à un prêt ou à une prise de participation.

Terme	Explication
Garantie pour la jeunesse	Dispositif de l'UE dans le cadre duquel les jeunes se voient proposer des possibilités d'emploi ou de formation professionnelle dans les quatre mois suivant la perte de leur emploi ou leur sortie du système d'enseignement formel.
Gestion directe	Gestion d'un Fonds ou d'un programme de l'UE assurée par la seule Commission. S'oppose à la gestion partagée ou à la gestion indirecte.
Gestion indirecte	Méthode d'exécution du budget de l'UE qui consiste pour la Commission à confier des tâches d'exécution à d'autres entités (comme des pays tiers et des organisations internationales).
Gestion partagée	Méthode d'exécution du budget de l'UE selon laquelle, contrairement à ce qui se passe dans la gestion directe, la Commission délègue les tâches d'exécution à un État membre, tout en restant responsable en dernier ressort.
Grand projet	Projet financé par l'UE dont le coût total admissible est supérieur à 50 millions d'euros dans des secteurs tels que les transports, l'environnement et l'énergie.
Groupe BEI	La Banque européenne d'investissement et le Fonds européen d'investissement.
Horizon Europe	Programme pour la recherche et l'innovation de l'UE pour la période 2021-2027.
Horizon 2020	Programme pour la recherche et l'innovation de l'UE pour la période 2014-2020.
Impact/Incidence	Conséquences à long terme d'un projet ou d'un programme achevés, qui peuvent être d'ordre socio-économique, environnemental ou financier.

Terme	Explication
Indicateur de performance clé (IPC)	Mesure quantifiable rendant compte de la performance au regard d'objectifs stratégiques.
Indicateur de résultat	Variable mesurable qui donne des informations permettant d'évaluer les effets immédiats des projets financés sur la population cible.
Initiative d'investissement en réaction au coronavirus (CRII)	Ensemble de mesures visant à permettre une utilisation souple des Fonds structurels et d'investissement européens en réaction à la pandémie de COVID-19.
Initiative en faveur des PME	Instrument financier conjoint de la Commission et du Fonds européen d'investissement qui vise à faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises au financement.
Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ)	Programme de l'UE visant à aider les jeunes qui ne travaillent pas et ne suivent ni études ni formation dans les régions où le taux de chômage des jeunes dépasse 25 %.
Instrument d'aide d'urgence	Instrument de financement géré directement par la Commission et utilisé pour apporter une aide en cas de crise grave ou de catastrophe dans l'UE.
Instrument de flexibilité	Source de financement pour des actions qui ne peuvent pas être financées autrement sans dépassement des plafonds budgétaires.
Instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas (IGFV)	Volet du Fonds pour la gestion intégrée des frontières qui soutient la gestion des frontières extérieures de l'UE en facilitant les déplacements légitimes et en prévenant les risques en matière de migration et de sécurité.

Terme	Explication
Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde (IVCDI – Europe dans le monde)	Programme de l’UE relevant du cadre financier pluriannuel 2021-2027, qui regroupe plusieurs instruments d’action extérieure en un seul.
Instrument européen de soutien temporaire à l’atténuation des risques de chômage en situation d’urgence (SURE)	Mécanisme de prêts de l’UE qui soutient des mesures de maintien de l’emploi afin de réduire le chômage et les pertes de revenus dus à la pandémie de COVID-19.
Instrument financier/Instrument d’ingénierie financière	Soutien financier provenant du budget de l’UE et prenant la forme de participations, de quasi-participations, de prêts ou de garanties, ou d’autres instruments de partage des risques.
Instrument relatif aux équipements de contrôle douanier	Volet du Fonds pour la gestion intégrée des frontières qui permet de soutenir l’achat, la maintenance et la mise à niveau d’équipements utilisés lors des contrôles douaniers.
Instrument spécial	Instrument permettant à l’UE de mobiliser des fonds supplémentaires pour faire face à des événements imprévus tels que des crises et des situations d’urgence.
Instrument EURI	Instrument spécial de l’UE qui peut être utilisé pour financer les coûts d’emprunt non budgétés de l’Instrument de l’Union européenne pour la relance (plus communément appelé NextGenerationEU).
Intégration	Prise en considération systématique de priorités spécifiques (par exemple l’égalité entre les femmes et les hommes ou la lutte contre le changement climatique) lors de l’élaboration de chaque politique et de sa mise en œuvre.
Intégration des questions climatiques	Intégration des considérations relatives au climat dans l’ensemble des politiques, instruments, programmes et fonds.

Terme	Explication
Intensité maximale de l'aide	Montant total d'aide qui peut être affecté à un domaine d'intervention, exprimé sous la forme d'un pourcentage des coûts admissibles. Il varie d'un programme à l'autre et dépend de facteurs tels que la situation géographique.
Intermédiaire financier	Entité mettant en relation le gestionnaire de fonds d'un instrument financier et les bénéficiaires finaux.
Interopérabilité	Capacité d'un système de communiquer et de fonctionner avec d'autres systèmes, notamment en échangeant des données.
Intervalle de confiance	Mesure statistique de la précision des résultats de l'échantillonnage, utilisée lors de l'estimation d'un taux d'erreur.
Intervention en faveur du développement rural	Mesure de soutien au développement rural assortie d'un ensemble de conditions d'éligibilité précisées par un État membre dans son plan stratégique relevant de la PAC.
Intrants	Moyens financiers, humains, matériels, administratifs ou réglementaires, utilisés pour la mise en œuvre d'un projet ou d'un programme.
Inventaire RNB	Liste des procédures, des bases statistiques et des autres éléments utilisés pour le calcul du RNB.
InvestEU	Mécanisme visant à encourager les investissements privés dans des projets d'importance stratégique pour l'UE. Il a remplacé le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSl) en 2021.
Investissement productif	Investissement générant un rendement sur les coûts positif, que ce soit sur le plan financier ou du fait d'une augmentation de la productivité, de l'emploi, de la compétitivité ou de l'innovation.



Terme	Explication
Irrégularité	Violation des règles de l'UE (ou des règles nationales applicables) ou d'obligations contractuelles.
Jalon	Mesure qualitative des progrès réalisés par un État membre sur la voie d'une réforme ou d'un investissement dans le cadre de son plan pour la reprise et la résilience.
Jalon de contrôle	Exigence particulière à l'égard des systèmes d'audit et de contrôle d'un État membre, qui doit être satisfaite avant que le pays concerné puisse recevoir des fonds de la FRR.
Jumelage	Mécanisme de renforcement des capacités dans des domaines spécialisés, dans le cadre duquel un organisme d'un pays partenaire reçoit un soutien de la part d'un homologue d'un État membre de l'UE.
«L'UE pour la santé»	Plan d'action de l'UE en matière de santé pour la période 2021-2027.
LIFE	Instrument financier soutenant la mise en œuvre de la politique environnementale et climatique de l'UE par le cofinancement de projets dans les États membres.
Limitation de l'étendue des travaux d'audit	Indication, dans un rapport d'audit, de tout point d'analyse exclu de l'opinion d'audit parce que l'auditeur n'a pas été en mesure de parvenir à une conclusion.
Liquidation	Paiement du solde dû à un État membre ou recouvrement de fonds auprès de celui-ci pour les besoins de la clôture d'un programme de l'UE.
Logique d'intervention	Liens entre les objectifs d'une proposition, les intrants et les activités prévus ainsi que les résultats et l'impact escomptés.

Terme	Explication
Mandat de prêt extérieur de la BEI	Mandat habilitant la BEI à participer à des opérations de financement dans des pays partenaires, moyennant une garantie sur le budget de l'Union.
Manque à gagner sur les droits de douane	Différence entre les droits de douane à l'importation attendus pour l'économie dans son ensemble et le montant effectivement perçu.
Marchés publics	Acquisition, par des organismes de droit public ou d'autres autorités, de biens, de travaux ou de services.
Marge de manœuvre	Différence entre les ressources propres nécessaires au financement du budget de l'UE et le plafond des ressources propres, à savoir le montant, plus élevé, que la Commission est habilitée à demander aux États membres pour répondre à des obligations supplémentaires, telles que celles découlant de la dette de l'UE.
Marqueur de Rio	Indicateur, défini par l'OCDE, permettant de mesurer la contribution d'une activité à la réalisation des objectifs des trois conventions de Rio des Nations unies.
Mécanisme de garantie de prêts aux étudiants en master d'Erasmus+	Initiative menée par le Fonds européen d'investissement pour le compte de la Commission européenne, qui garantit des prêts pour des études de troisième cycle à l'étranger, facilitant ainsi l'obtention de financements pour les étudiants.
Mécanisme de protection civile de l'Union (rescEU)	Dispositif visant à renforcer la coordination et la coopération entre l'UE et ses États membres pour ce qui est de la prévention des catastrophes naturelles et d'origine humaine ainsi que de la préparation et de la réaction à celles-ci.

Terme	Explication
Mécanisme de transition	Instrument assurant la continuité du financement entre un programme de financement de l'UE et le suivant.
Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE)	Instrument d'aide financière de l'UE pour la création d'infrastructures interconnectées et durables dans les secteurs de l'énergie, des transports ainsi que des technologies de l'information et de la communication.
Mécanisme pour une transition juste (MTJ)	Instrument de l'UE destiné à promouvoir le passage à une économie neutre pour le climat et à aider les communautés et les régions les plus pénalisées financièrement par cette transition.
Mesure de marché	Intervention publique sur les marchés agricoles, visant à atténuer les effets des baisses de prix ainsi que les problèmes structurels grâce à des aides sectorielles (par exemple aide aux fruits et légumes ou au secteur vitivinicole, et distribution de lait dans les écoles).
Métadonnées	Données qui définissent et décrivent d'autres données.
Mission d'assurance	Audit au terme duquel une opinion est formulée sur l'objet de l'audit, par exemple sur la fiabilité d'un ensemble d'états financiers ou sur la régularité d'opérations.
Mobilité à des fins d'éducation et de formation	Étudier ou se former à l'étranger.
Montant forfaitaire	Type d'option de coûts simplifiés où les fonds sont versés intégralement en une seule fois, et non par tranches, par exemple pour rembourser les coûts admissibles si les activités prédéfinies ont été menées à bien et/ou que les réalisations convenues ont été obtenues.
NEET	Personne qui ne travaille pas et ne suit ni études ni formation.

Terme	Explication
NextGenerationEU	Programme de financement visant à aider les États membres de l'UE à surmonter les conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID-19.
Niveau d'erreur estimatif	Estimation statistique du niveau d'erreur caractérisant une population, obtenue au moyen de tests réalisés sur un échantillon représentatif d'opérations.
Normes internationales d'audit (ISA)	Normes d'audit financier émises par la Fédération internationale des experts-comptables.
Normes relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres (BCAE)	Ensemble d'exigences (définies par les États membres au niveau national ou régional) en matière de protection des sols, de l'eau et de la biodiversité que les agriculteurs doivent respecter pour bénéficier de certains paiements au titre de la politique agricole commune.
Objectifs de développement durable	Les 17 <b>objectifs</b> définis dans le programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies, qui visent à encourager l'action de tous les pays dans des domaines qui revêtent une importance cruciale pour l'humanité et la planète.
Offre économiquement la plus avantageuse («most economically advantageous tender» ou «MEAT» en anglais)	Dans le cadre des marchés publics, offre qui présente le meilleur rapport qualité/prix.
Opérateur économique	Toute personne ou entité qui fournit un produit ou un service contre paiement.
Opération	Terme générique désignant par exemple un paiement effectué ou une recette perçue, et correspondant à un mouvement dans les comptes de l'UE.

Terme	Explication
Option de coûts simplifiés (OCS)	Approche utilisée pour déterminer le montant d'une subvention au moyen de méthodes telles que les coûts unitaires standard, le financement à taux forfaitaire ou les montants forfaitaires, plutôt qu'en se fondant sur les coûts réellement supportés par le bénéficiaire.
Ordonnateur	Personne chargée d'exécuter les recettes et les dépenses d'un organisme de l'UE.
Ordre de recouvrement	Document exigeant le paiement d'un montant dû.
Organisme de certification	Dans le cas des dépenses agricoles, entité publique ou privée chargée par un État membre de certifier la fiabilité des comptes annuels d'un organisme payeur agréé, ainsi que la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.
Organisme intermédiaire	Organisme public ou privé qui gère des fonds de l'UE sous la responsabilité ou pour le compte d'une autorité de gestion.
Organisme payeur (OP)	Organisme désigné par un État membre pour gérer les dépenses agricoles de l'UE.
Orthophoto	Photographie aérienne sur laquelle ont été corrigées les déformations dues à l'élévation des points photographiés par rapport au niveau de la mer, à l'inclinaison de l'axe de prise de vue et au relief du terrain, de manière à garantir une mesure plus précise des distances.
Paielement de coupon	Paielement des intérêts contractuellement dus sur une obligation ou sur un autre instrument de dette.

Terme	Explication
Païement intermédiaire	Païement au titre d'un projet ou d'un programme de l'UE, effectué une fois que le bénéficiaire a franchi une certaine étape définie dans le contrat ou la convention de subvention.
Participation/Prise de participation	Fonds investis dans une entreprise en contrepartie d'un droit de propriété et d'une part des bénéfices.
Passif éventuel	Obligation de paiement potentielle dont la naissance dépend de l'issue d'un événement futur.
Pays candidat	Pays dont la demande d'adhésion à l'UE a été officiellement approuvée par le Conseil européen.
Pays candidat potentiel	Pays ou territoire dont les perspectives d'adhérer à l'UE à l'avenir sont réelles, mais qui n'a pas encore obtenu le statut de pays candidat.
Pays considérés comme des «innovateurs modérés» ou des «innovateurs émergents»	États membres dont la performance se situe entre 70 et 100 % (modérés) ou correspond à moins de 70 % (émergents) de la note moyenne de l'UE dans le tableau de bord européen de l'innovation.
Pays et territoires d'outre-mer (PTOM)	Pays et territoires non européens rattachés constitutionnellement à un État membre de l'UE.
Pays participant au programme Erasmus+	Les États membres de l'UE, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Serbie, la Macédoine du Nord et la Turquie.
Pays relevant du Fonds de cohésion	État membre de l'UE admissible à un soutien du Fonds de cohésion.
Pêche durable	Pratiques de pêche qui n'épuisent pas les stocks halieutiques et qui réduisent autant que possible l'incidence sur l'environnement.

Terme	Explication
Performance	Degré de réalisation des objectifs d'une action, d'un projet ou d'un programme de l'UE, et rapport coût/efficacité de ces derniers.
Période de programmation	Période dans le cadre de laquelle un programme de dépenses de l'UE est planifié et exécuté.
Petites et moyennes entreprises (PME)	Entreprises et autres organisations ainsi qualifiées en raison de leur taille, sur la base du nombre de personnes qu'elles occupent et de certains critères financiers. Sont considérées comme «petites» les entreprises dont l'effectif est inférieur à 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros. Sont considérées comme «moyennes» les entreprises qui emploient moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel ne dépasse pas 43 millions d'euros.
Piste d'audit	Enregistrement des mouvements de données dans un système administratif ou comptable, permettant de retrouver la trace de chaque opération.
Plan national pour la reprise et la résilience (PNRR)	Document présentant les réformes et les investissements prévus par un État membre au titre de la facilité pour la reprise et la résilience.

Terme	Explication
Plan stratégique relevant de la PAC	Document établi dans le cadre de la politique agricole commune après 2020, dans lequel un État membre de l'UE expose la manière dont il entend atteindre ses objectifs tout en tenant compte des objectifs généraux de la PAC.
Plateforme des données douanières de l'UE	Ensemble centralisé de systèmes informatiques douaniers qui remplacera les dispositions actuellement en vigueur dans les États membres.
Plateforme Technologies stratégiques pour l'Europe (STEP)	Instrument de l'UE destiné à soutenir l'industrie et à stimuler les investissements dans les technologies critiques.
Point ouvert concernant les RPT	Réserve exprimée par la Commission sur les données RPT figurant dans les comptes de recettes d'un État membre.
Politique agricole commune (PAC)	Politique unique et harmonisée de l'UE en matière d'agriculture prévoyant des subventions et une série d'autres mesures visant à garantir la sécurité alimentaire, à assurer un niveau de vie équitable aux agriculteurs de l'Union, à promouvoir le développement rural et à protéger l'environnement.
Politique commune de la pêche	Cadre de l'UE pour la gestion des ressources halieutiques et de la pêche, conçu de manière à garantir la pérennité des stocks halieutiques ainsi qu'un revenu stable pour les pêcheurs.
Politique de sécurité et de défense commune (PSDC)	Volet de la politique étrangère de l'UE axé sur les capacités de sécurité et de défense.
Pouvoir d'achat	Valeur exprimée en termes de quantité de biens et de services qu'un montant déterminé permet d'acquérir.
Prairies permanentes	Terres agricoles consacrées à la production d'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées pendant plus de cinq années consécutives.



Terme	Explication
Préfinancement	Avance de trésorerie destinée à financer des activités déterminées pendant une période donnée.
Pression exercée par la pêche	Incidence de la pêche sur les populations de poissons.
Principe consistant à «ne pas causer de préjudice important» ( <i>Do no significant harm</i> )	Principe selon lequel les mesures d'investissement ne peuvent causer un préjudice important à l'environnement.
Principe pari passu	Principe selon lequel, dans une procédure d'insolvabilité, les éléments d'actifs restant à répartir entre les créanciers non garantis doivent l'être proportionnellement aux dettes existant à l'égard desdits créanciers.
Principe selon lequel «aucun créancier ne peut être plus mal traité qu'en cas de liquidation»	Principe selon lequel aucun créancier ne devrait subir des pertes plus importantes que celles qu'il aurait supportées si un établissement financier défaillant avait été liquidé selon une procédure normale d'insolvabilité plutôt que dans le cadre d'une procédure de résolution.
Procédure contradictoire	Procédure au cours de laquelle la Commission examine les résultats de ses contrôles avec l'organe, l'organisme ou le service contrôlé afin de vérifier leur bien-fondé.
Procédure d'infraction	Procédure par laquelle la Commission engage des poursuites à l'encontre de tout État membre de l'UE qui manque aux obligations qui lui incombent en vertu du droit de l'Union.
Procédure de marché négociée	Procédure d'adjudication concernant un nombre restreint de soumissionnaires et dans le cadre de laquelle l'acquéreur peut négocier les conditions du contrat.
Procédure de marché restreinte/Procédure restreinte	Procédure d'adjudication à laquelle seuls les soumissionnaires sélectionnés peuvent participer.

Terme	Explication
Processus de contrôle et d'évaluation prudentiels (SREP)	Évaluation annuelle des risques pour les banques importantes placées sous la surveillance directe de la BCE, centrée sur le modèle d'entreprise, la gouvernance interne, les risques pesant sur le capital et les risques pesant sur les liquidités.
Profil de décaissement	Montant et calendrier des paiements
Programme	Moyen par lequel les objectifs spécifiques des politiques de l'UE sont réalisés, généralement au travers de projets cofinancés.
Programme de développement rural (PDR)	Ensemble d'objectifs et d'actions pluriannuels, nationaux ou régionaux, approuvés par la Commission aux fins de la mise en œuvre de la politique de développement rural de l'UE.
Programme de l'Union européenne pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI)	Programme de l'UE qui visait à soutenir la réalisation des objectifs en matière d'emploi et de protection/d'inclusion sociale, fixés dans la stratégie Europe 2020.
Programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense (EDIDP)	Initiative de l'UE visant à soutenir la compétitivité et l'innovation de l'industrie de la défense.
Programme faîtier	Programme relevant de l'instrument européen de voisinage, dans le cadre duquel des fonds sont alloués à plusieurs pays satisfaisant à certaines conditions, en sus de leurs dotations financières de base.
Programme opérationnel (PO)	Cadre pour mettre en œuvre les opérations financées par l'UE, conformément aux priorités et aux objectifs fixés dans un accord de partenariat conclu entre la Commission et l'État membre concerné.
Projet de budget rectificatif	Proposition de la Commission visant à modifier le budget de l'UE en cours d'exécution.

Terme	Explication
Provision	En comptabilité, meilleure estimation d'un probable élément de passif, enregistré au bilan et dont l'échéance ou le montant sont incertains.
Rapport annuel d'activités (RAA)	Rapport établi par chaque direction générale de la Commission, institution ou organisme de l'UE, qui y présente sa performance par rapport à ses objectifs, ainsi que l'utilisation de ses ressources financières et humaines.
Rapport annuel de contrôle (RAC)	Document établi par une autorité d'audit et soumis à la Commission dans le cadre du dossier constitué aux fins de l'assurance annuelle par chaque État membre.
Rapport annuel de mise en œuvre	Rapport soumis à la Commission par chaque État membre et présentant les données financières, les indicateurs, les valeurs intermédiaires et les valeurs cibles pour tous les programmes de dépenses de l'UE.
Rapport annuel de performance	Rapport présenté à la Commission par chaque État membre et traitant de la mise en œuvre de son plan stratégique relevant de la PAC.
Rapport annuel sur la gestion et la performance (AMPR)	Rapport de la Commission relatif à sa gestion du budget de l'UE et aux résultats obtenus. Il synthétise les informations contenues dans les rapports annuels d'activités de ses directions générales et de ses agences exécutives.
Rapports financiers et sur la responsabilité intégrés	Ensemble de rapports relatifs au budget de l'UE, établis par la Commission et présentés annuellement au Parlement et au Conseil pour la procédure de décharge. Il comprend le rapport annuel sur la gestion et la performance, les comptes consolidés de l'UE, le rapport de suivi sur la décharge et des prévisions à long terme concernant le budget de l'UE.

Terme	Explication
REACT-EU	Programme relevant de NextGenerationEU et permettant d'allouer des fonds supplémentaires aux programmes existants de la politique de cohésion afin de soutenir la sortie de crise tout en promouvant la transition écologique et numérique.
Réacteur thermonucléaire expérimental international (ITER)	Projet de recherche international fonctionnant selon le modèle d'un partenariat entre l'UE et plusieurs pays tiers en vue de démontrer la faisabilité scientifique et technologique d'un réacteur de fusion en grandeur réelle.
Réalisation	Ce qui est produit ou accompli dans le cadre d'un projet, comme l'organisation de formations ou la construction d'une route.
Recettes affectées	Fonds provenant des sources énumérées à l'article 21 du règlement financier, qui sont versés au budget de l'UE et ne peuvent être utilisés qu'à des fins spécifiques.
Régime de paiement de base (RPB)	Ancien régime agricole de l'UE dans le cadre duquel les paiements aux agriculteurs reposaient sur les surfaces admissibles. Remplacé par l'aide de base au revenu pour un développement durable.
Régime de paiement unique à la surface (RPUS)	Régime de paiement agricole lié à la surface appliqué de manière transitoire dans certains États membres. Il a été remplacé par l'aide de base au revenu pour un développement durable.
Régime général de conditionnalité	Système obligeant les États membres à respecter l'état de droit pour pouvoir percevoir des financements de l'UE.
Registre des exceptions	Document dans lequel sont consignées les dérogations aux contrôles et procédures prévus, avec leur justification et leur incidence.

Terme	Explication
Règlement «omnibus»	Révision du règlement financier effectuée en 2018, modifiant et simplifiant les règles financières de l'UE ainsi que la gestion budgétaire.
Règlement délégué	Acte juridiquement contraignant utilisé par la Commission pour compléter ou modifier des éléments non essentiels de la législation de l'UE, par exemple en donnant des précisions sur les mesures d'exécution.
Règlement financier	Principal ensemble de règles régissant la manière dont le budget de l'UE est établi et utilisé, ainsi que les processus connexes, tels que le contrôle interne, l'établissement de rapports, l'audit et la décharge.
Règlement général d'exemption par catégorie (RGEC)	Règlement de l'UE autorisant certains types de mesures d'aide d'État sans qu'il soit nécessaire de les notifier à la Commission.
Règlement portant dispositions communes (RPDC)	Règlement établissant les règles qui s'appliquent à l'ensemble des cinq Fonds structurels et d'investissement européens.
Régularité/Légalité et régularité	Mesure dans laquelle une opération ou une activité est conforme à la réglementation applicable et à toute obligation contractuelle.
Réinstallation	Transfert de réfugiés d'un pays où ils avaient demandé l'asile vers un autre pays qui a accepté de les accueillir et finalement de leur accorder le droit de s'y installer définitivement.
Rejet	Prises non désirées rejetées à la mer.
Report	Virement des crédits inutilisés du budget d'une année sur celui de l'année suivante moyennant le respect de certaines conditions.

Terme	Explication
REPowerEU	Initiative de l'UE visant à mettre un terme à sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles, à diversifier son approvisionnement énergétique et à accélérer sa transition vers une énergie propre.
Réseau transeuropéen (RTE)	Réseau d'infrastructures transfrontalières dans les domaines des transports, de l'énergie ou des télécommunications, mis en place afin de soutenir et de renforcer le fonctionnement du marché unique de l'UE en facilitant la libre circulation des personnes, des marchandises et des services.
Réserve	Faiblesse signalée par un directeur général dans la déclaration d'assurance qu'il présente dans son rapport annuel d'activités.
Réserve d'ajustement au Brexit	Fonds visant à aider les États membres, les régions et les industries les plus touchés par le retrait du Royaume-Uni de l'UE à faire face à ses conséquences défavorables.
Réserve de performance	Part du budget affecté aux dépenses relevant des Fonds structurels et d'investissement européens qui est retenue jusqu'à ce que certaines valeurs cibles soient atteintes.
Réserve de solidarité et d'aide d'urgence (RSAU)	Instrument spécial de l'UE visant à répondre à des situations d'urgence résultant de catastrophes naturelles majeures, de crises de santé publique et de conflits armés.
Réserve de solidarité européenne	Instrument spécial de l'UE qui permet d'aider les États membres et les pays en voie d'adhésion à faire face aux catastrophes naturelles majeures et aux urgences de santé publique.

Terme	Explication
Réserve non mobilisable	Ressources dégagées des Fonds européens de développement qui ne peuvent être réutilisées qu'à des fins spécifiques, avec l'approbation unanime du Conseil, faute de quoi elles sont restituées aux États membres.
Réserve pour l'Ukraine	Instrument spécial de l'UE fournissant un soutien non remboursable et des garanties budgétaires, qui peut être utilisé pour financer la facilité pour l'Ukraine.
Réserve RNB	Notification à un État membre du fait qu'il doit modifier un aspect de la méthode qu'il utilise pour établir le RNB.
Réserve transversale	Type de réserve RNB concernant une question transversale et nécessitant une analyse comparative des solutions adoptées par les États membres.
Réserve TVA	Réserve relative au calcul effectué par l'État membre de sa ressource propre fondée sur la TVA.
Ressource propre d'équilibrage	Source de recettes supplémentaire visant à équilibrer les recettes et les dépenses du budget de l'UE.
Ressource propre fondée sur la taxe sur la valeur ajoutée/sur la TVA	Ressource propre de l'UE correspondant à une part déterminée (taux d'appel) de la TVA perçue par chaque État membre.
Ressource propre fondée sur le RNB	Ressource propre de l'UE versée directement par les États membres et fondée sur leur richesse relative mesurée sur la base du revenu national brut. Elle varie en fonction du montant nécessaire pour équilibrer le volet «recettes» du budget.
Ressource propre fondée sur les déchets d'emballages en plastique non recyclés	Ressource propre de l'UE calculée en appliquant une valeur unitaire à une tonne de déchets d'emballages en plastique non recyclés produits dans chaque État membre.

Terme	Explication
Ressources propres	Fonds utilisés pour financer le budget de l'UE.
Ressources propres traditionnelles (RPT)	Recettes de l'UE provenant des droits de douane et des cotisations «sucre».
Résultat	Effet immédiat d'un projet ou d'un programme achevés, comme l'amélioration de l'employabilité des participants à une formation ou de l'accessibilité après la construction d'une nouvelle route.
Résultat économique	Résultat de l'exercice, tel qu'il est présenté dans les comptes consolidés de l'UE, correspondant à la différence entre le montant des recettes et celui des dépenses.
Revenu des facteurs agricoles	Revenu généré par la production agricole, ventilé en fonction de ses composantes (terre, travail et capital).
Revenu national brut (RNB)	Indicateur standard de la richesse d'un pays, calculé sur la base des revenus nationaux et des revenus perçus de l'étranger.
Risque de non-détection	Risque que les tests d'audit ne permettent pas de détecter une erreur ou une faiblesse.
Risque résiduel cumulé	Dépenses qui restent irrégulières à la fin d'une période de programmation, une fois que l'ensemble des mesures correctrices ont été appliquées.
Service commun d'audit (SCA)	Service de la Commission chargé de l'audit <i>ex post</i> des projets financés au titre des programmes-cadres de l'UE pour la recherche et l'innovation.
Service européen pour l'action extérieure (SEAE)	Service diplomatique de l'Union européenne, chargé de mettre en œuvre la politique étrangère et de sécurité.



Terme	Explication
Seuil de signification	Niveau au delà duquel les erreurs détectées dans une population ou dans un ensemble d'états financiers examinés sont jugées préjudiciables à l'exactitude et à la fiabilité.
Sondage discrétionnaire	Méthode consistant, pour un auditeur, à exercer son pouvoir d'appréciation pour sélectionner les éléments d'une population qui seront soumis à des tests d'audit, afin de respecter des critères prédéfinis. S'oppose au sondage statistique.
Sondage en unités monétaires	Méthode d'échantillonnage statistique dans laquelle la probabilité de sélection d'une opération est proportionnelle à sa taille.
Sondage statistique	Technique d'échantillonnage statistique utilisée pour des tests d'audit, afin de fournir des résultats représentatifs.
Soutien (du revenu) découplé	Paielements de l'UE aux agriculteurs, non liés à la production d'un produit spécifique.
Soutien financier à des tiers	Mécanisme, également appelé «financement en cascade», qui permet aux principaux bénéficiaires de subventions au titre d'Horizon 2020 de redistribuer une partie des financements reçus à d'autres organisations ou entreprises.
Soutien non remboursable	Financement qui ne doit pas être remboursé.
Stratégie de financement diversifiée	Méthode de financement de l'UE qui associe l'utilisation de différents instruments et techniques de financement à une communication claire avec les marchés financiers et à des relations structurées avec les banques.
Stratégie Europe 2020	Stratégie décennale de l'UE lancée en 2010 pour stimuler la croissance et créer des emplois.

Terme	Explication
Stratification	Méthode d'échantillonnage qui consiste à diviser une population en sous-groupes (strates) partageant certaines caractéristiques.
Subvention	Financement, sur le budget de l'UE, des coûts supportés par un bénéficiaire pour un projet ou un programme admissible. Les subventions ne sont généralement pas remboursables.
Super jalon	Dans le cas de la Hongrie ou de la Pologne, il s'agit d'exigences supplémentaires relatives, par exemple, à la corruption, aux marchés publics ou à l'indépendance de la justice et à la prise de décisions judiciaires, qui doivent être satisfaites avant que le pays ne puisse bénéficier d'un financement au titre de la FRR.
Système d'échange de quotas d'émission (SEQE)	Mécanisme de marché permettant aux organisations émettant des <a href="#">gaz à effet de serre</a> d'acheter et de vendre des quotas d'émission.
Système d'identification des parcelles agricoles (SIPA)	Base de données sur les terres agricoles mise en place et régulièrement actualisée par les États membres sur la base d'une ortho-imagerie aérienne ou spatiale, utilisée pour le paiement des aides directes au titre de la politique agricole commune et pour les contrôles d'admissibilité effectués sur les demandes déposées par les agriculteurs.
Système d'identification des parcelles agricoles (SIPA)	Voir «Système d'identification des parcelles agricoles (SIPA)».
Système de demande géospatialisée	Système qui permet aux bénéficiaires d'indiquer visuellement les surfaces pour lesquelles ils demandent une aide. Il est intégré dans le système de demande d'aide liée aux animaux, le cas échéant.

Terme	Explication
Système de gestion et de contrôle	Structure au sein de laquelle ont lieu les activités de contrôle des programmes de dépenses de l'UE.
Système de suivi/contrôle des surfaces	Technologie destinée à l'observation, au traçage et à l'évaluation systématiques des activités agricoles à l'aide de données satellitaires.
Système européen de navigation par recouvrement géostationnaire (EGNOS)	Système satellitaire qui renforce les signaux des systèmes de radionavigation et de positionnement par satellite au-dessus de l'Europe et les rend appropriés pour des applications sensibles sur le plan de la sécurité, telles que l'aviation.
Système européen des comptes nationaux et régionaux	Cadre comptable de l'UE permettant de décrire de façon systématique et détaillée une économie.
Système intégré de gestion et de contrôle (SIGC)	Mécanisme de l'UE utilisé par les États membres pour gérer et contrôler les paiements effectués en faveur des agriculteurs au titre de la politique agricole commune.
Tableau des effectifs	Nombre maximal d'emplois disponibles par catégorie d'emploi et par grade, au sein d'une institution, d'un organe ou d'un organisme de l'UE.
Taux d'appel de la TVA	Pourcentage appliqué à l'assiette de la TVA de chaque État membre pour calculer la ressource propre fondée sur la TVA.
Taux d'erreur représentatif	Estimation statistique du taux d'erreur caractérisant une population d'audit, obtenue au moyen de tests réalisés sur un échantillon représentatif d'opérations sélectionné dans cette population.
Taux d'erreur résiduel (TER)/Taux de risque résiduel (TRR)/Taux d'erreur total résiduel (TETR)	Portion d'une population qui n'est pas jugée régulière une fois qu'il a été tenu compte de l'effet de l'ensemble des procédures de contrôle, des recouvrements et des corrections appliqués.

Terme	Explication
Taux d'intérêt effectif/Taux annuel effectif global (TAEG)	Taux d'intérêt annualisé, calculé à des fins de comparaison lorsque les intérêts d'un prêt ou d'un produit financier courent pendant moins d'une année.
Taux de décaissement	Pourcentage, par rapport au montant total, des fonds versés aux bénéficiaires finaux au titre d'un instrument financier.
Taux de provisionnement	Pourcentage d'un passif financier autorisé correspondant à la provision qui doit être constituée.
Taux de provisionnement effectif	Pourcentage des passifs éventuels que doit couvrir le fonds commun de provisionnement.
Taux moyen pondéré (TMP)	Pourcentage par lequel le total des recettes TVA d'un État membre est divisé pour calculer son assiette TVA. Il tient compte de tous les taux de TVA applicables dans l'État membre, chaque taux étant pondéré en fonction de la part de la valeur totale des opérations imposables à laquelle il s'applique.
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Impôt indirect sur la consommation, qui touche la production et la distribution de biens ainsi que la prestation de services, et qui est supporté, en définitive, par le consommateur final.
Test de résistance	Exercice de simulation pour évaluer la capacité d'un établissement financier à résister à différents scénarios de crise.
Total admissible des captures	Volume maximal de poissons de chaque stock qui peut être capturé chaque année en vertu de la politique commune de la pêche.
TVA déductible	Montant qu'un assujetti peut déduire de la TVA qu'il est tenu de payer à l'administration fiscale, au motif qu'il a déjà payé cette taxe sur ses propres achats de biens et de services.

Terme	Explication
Vente sur le marché secondaire	Cession d'actions par un actionnaire en faveur d'un nouvel investisseur, sans incidence, globalement, sur la propriété de l'entreprise.
Verdissement	Adoption de pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement. Terme couramment utilisé aussi pour désigner le régime d'aide de l'UE correspondant.
Vérification directe	Contrôle effectué sur certains aspects de l'établissement du revenu national brut d'un État membre dans le cadre d'une visite d'information.
Visite d'information	Visite de la Commission visant à examiner si le revenu national brut d'un État membre a été correctement établi et à évaluer la qualité des données sous-jacentes. Des experts d'autres États membres y participent parfois.
Vue d'ensemble des performances des programmes	Annexe au rapport annuel sur la gestion et la performance, présentant de manière synthétique toutes les fiches de programme, y compris une sélection d'indicateurs relatifs aux programmes.
Zone marine protégée	Espace maritime désigné, notamment par voie législative, comme une zone de protection et de conservation de la biodiversité, des ressources naturelles et de sites du patrimoine culturel.